

PREFET DES VOSGES

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

**VISITE PERIODIQUE**

**Procès-verbal de la Sous Commission Départementale de Sécurité**

CODE : 88486 – 0037-000

ETABLISSEMENT : **EGLISE SAINT-LAMBERT**

COMMUNE : **VAGNEY**

TYPE : **V**

CATEGORIE : **3**

EFFECTIF : **690**

ACTIVITE(S) SECONDAIRE(S) :

ADRESSE : place Caritey

**Visite effectuée le : 03/09/2020**

**1) MEMBRES PRESENTS LORS DE LA VISITE :**

a) Membres de droit présents :

M GIGANT, Adjoint au Maire de Vagney

M BOUTON, représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

b) Représentant de la direction :

M DECOMBE, responsable de l'établissement

c) Assistaient également à cette visite :

M LEMARQUI, SP CIS du SYNDICAT

M CLAUDEL, SP CIS du SYNDICAT

M CARITEY, SP CIS du SYNDICAT

Mme CLAUDE, Commission des biens indivis

**2) DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT:**

Les membres présents se sont réunis ce jour afin de procéder à la visite périodique d'un établissement de 2 niveaux qui comprend :

- au rez-de-chaussée : un cœur, une nef, deux sacristies
- au 1<sup>er</sup> étage : un orgue, un gradin « chorale », deux locaux de stockage.

### **3) REGLEMENTATION APPLICABLE :**

- Code de la Construction et de l'Habitation (Art. L. 123-1 à L. 123-4, R. 123-1 à R. 123-55 et R. 152-6 et R. 152-7).
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 21 avril 1983 modifié portant approbation des dispositions du règlement de sécurité dans les établissements du type V (Etablissements de culte).

### **4) REGISTRE DE SECURITE CONTROLES ET VERIFICATIONS TECHNIQUES :**

Préalablement à la visite, les membres présents ont pris connaissance des documents suivants :

|                                       | Société     | Date       |
|---------------------------------------|-------------|------------|
| Installations de chauffage            | A FOURNIR   |            |
| Installations électriques             | APAVE       | 20/05/2020 |
| Installations d'éclairage de sécurité | CLEURY CITY | 01/05/2019 |
| Extincteurs                           | PSI         | 01/05/2020 |
| Equipement d'alarme, SSI              | PSI         | 22/05/2020 |

Le registre de sécurité a été présenté.

### **5) PROPOSITION D'AVIS DU GROUPE DE VISITE:**

Suite à la visite et compte tenu des éléments en sa possession à ce moment, il est proposé **un avis favorable** à la poursuite de l'activité de l'établissement.

### **6) RAPPELS PERMANENTS :**

Il est rappelé que les travaux qui conduisent à l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles de sécurité (article L. 111-8 et R. 123-22 du Code de la construction et de l'habitation).

L'exploitant ne peut faire effectuer en présence du public des travaux qui feraient courir un danger quelconque à celui-ci ou qui apporterait une gêne à son évacuation (Art. GN 13).

Les installations techniques doivent être entretenues et maintenues en bon état de fonctionnement. Les défauts et les défauts d'isolement doivent être réparés dès leur constatation. Les interventions et leurs résultats doivent être consignés dans un registre d'entretien qui doit être tenu à la disposition de la commission de sécurité. La périodicité des vérifications est annuelle. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne dégage pas les exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (Art. GE 6 à 10 et CO ou Art. PE 4, 6 et 9)

L'emploi de matériaux susceptibles de s'enflammer rapidement doit être évité, en particulier dans les dégagements, à la partie supérieure des locaux et à proximité des installations techniques (Art. AM 1 ou Art. PE 13)

Le personnel doit être initié à la manœuvre et au maniement des moyens de secours (Art. MS 46 ou Art. PE 27).

Il est interdit d'utiliser des douilles voleuses, des fiches multiples et des fils volants (Art. EL 1 ou PE 24).

Les dégagements ne devront être ni encombrés ni équipés de tentures en travers et devront être maintenus praticables en tout temps (Art. CO 37, 45 et AM 11 ou Art. PE 11).

Les différents dispositifs de sécurité seront accessibles en toutes circonstances (Art. MS 41 ou Art. PE 27).

L'utilisation, même partielle ou occasionnelle pour une exploitation autre que celle autorisée ou pour une démonstration ou une attraction pouvant présenter des risques pour le public, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation présentée par l'exploitant au moins 15 jours avant la manifestation. Lorsque l'organisateur de la manifestation n'est pas l'exploitant de l'établissement, la demande d'autorisation doit être présentée conjointement par l'exploitant et l'utilisateur occasionnel des locaux. La demande doit toujours préciser la nature de la manifestation, les risques qu'elle présente, sa durée, sa localisation exacte, l'effectif prévu, les matériaux utilisés pour les décorations envisagées, le tracé des dégagements et les mesures complémentaires de prévention et de protection proposés (Art. GN 6).

## **7) PRESCRIPTIONS EMISES LORS DE LA PRECEDENTE VISITE (02/07/2015)**

Les prescriptions émises lors de la précédente visite ont toutes été levées.

## **8) PRESCRIPTIONS EMISES SUITE A LA VISITE:**

Il appartient à l'exploitant, responsable de la sécurité du public admis dans son établissement de satisfaire à la réalisation des prescriptions au plus tôt.

1. Isoler les locaux à risques moyens par des parois et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des dispositifs de communication avec les autres locaux coupe-feu de degré 1/2 heure, les portes étant munies de ferme-porte, cela concerne la pièce située dans le clocher où se trouve l'installation électrique de télécommunication (Art. CO 28§2).
2. Fournir une attestation de bon fonctionnement des installations de chauffage établie par un technicien compétent (Art CH 58 et Art. GE 6 à GE 10).
3. Vider de tout matériaux les deux locaux de stockage situés de chaque côté de l'orgue (Art R 123-48)
4. Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité, et en particulier :
  - L'état du personnel chargé du service d'incendie ;

- Les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie » **y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap** »
- Les dates des divers contrôles et vérification ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
- Les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargés de surveiller les travaux. (Art R123-51).

**9) PRESCRIPTIONS REALISEES A CE JOUR (21/09/2020):**

- Aucune

## **AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE**

**ETABLISSEMENT : EGLISE SAINT-LAMBERT**

**COMMUNE : VAGNEY**

**VISITE DU : 03/09/2020**

**SEANCE DE LA SOUS COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE EN  
DATE DU : 21/09/2020**

Suite à la visite de l'établissement désigné ci-dessus, compte tenu du rapport présenté, du déroulement des débats et des éventuels éléments apportés, la Sous-Commission départementale de sécurité émet à l'unanimité un :

**AVIS FAVORABLE**

à la poursuite de l'activité de l'établissement.

De plus conformément à l'article GE4, cet établissement doit faire l'objet d'une visite périodique par la commission de sécurité tous les **5** ans.

Le Président,  
Pour le Préfet, par délégation  
**Le directeur des Sécurités**



**Fabien GENET**